

*Les Jeux olympiques de Londres 2012 sont maintenant terminés. Cela marque le début des traditionnels bilans : performance des athlètes, organisation des jeux et bien évidemment, leurs coûts. Mais surtout, pour les Britanniques, c'est la fin d'une trêve.*



**Par Khalid Adnane**

*Économiste, École de politique appliquée,  
Université de Sherbrooke*

**U**ne trêve qui leur a permis de vibrer au rythme des exploits de leurs athlètes et d'oublier, le temps de quelques semaines, les difficultés économiques que leur pays traverse depuis plus d'un an, tout comme les scandales à répétition qui éclaboussent Londres « la City », emblème de la puissance financière du pays.

### La City : un lustre qui pâlit

En effet, la City vit des moments difficiles depuis quelques temps. Tout a commencé avec le grand scandale de la manipulation du LIBOR (London InterBank Offered Rate), un taux interbancaire qui sert de référence, de baromètre sur le marché monétaire et qui indique le coût d'emprunt entre les banques. Entre 2006 et 2008, la Barclays, une des grandes banques britanniques, a délibérément manipulé ce taux, a plaidé coupable, accepté de payer des amendes de presque un demi milliard de dollars et ses têtes dirigeantes ont dû démissionner. Peu de temps après cet épisode, on apprenait d'un rapport du Sénat américain qu'une autre grande banque britannique, la HSBC, était impliquée dans des pratiques de blanchiment d'argent en lien avec des CARTELS de la drogue et même des groupes soupçonnés de terrorisme. À son tour, elle a dû présenter des excuses et expliquer qu'elle a failli aux règles de prudence établies par les organes de régulation. Elle a même constitué, dans son bilan, des provisions pour des éventuelles amendes ou compensations qui lui seraient imposées : environ deux milliards de dollars. Enfin, tout dernièrement, une autre ban-

que britannique, Standard Chartered, a fait face à des accusations aux États-Unis pour des pratiques illégales opérées entre 2001 et 2011 qui concerneraient des transactions avec l'Iran.

Certes, d'autres institutions bancaires non britanniques, comme la Deutsche Bank, Citigroup ou JP Morgan Chase sont aussi montrées du doigt. Peu importe, pour les citoyens britanniques, c'est une mince consolation. Pour le moment, ils demeurent inquiets face à leur gouvernement qui tarde à mettre en place les régulations nécessaires (et promises) pour encadrer les activités du secteur financier et éviter ses dérapages, notamment ceux des derniers mois. Mais ce qui inquiète encore plus les citoyens britanniques, c'est surtout l'état sombre de leur économie. Une économie considérée comme un modèle il n'y a pas si longtemps et qui peine aujourd'hui à redécoller.

### Une économie en panne

Pourtant, la coalition des conservateurs et libéraux démocrates, dirigée par le Premier ministre David Cameron, représentait une lueur d'espoir à son arrivée au pouvoir en mai 2010. Aux yeux d'une majorité de Britanniques, celle-ci allait redresser l'économie du pays qui traînait encore les conséquences de la crise financière de 2008, en mettant de l'ordre dans les finances publiques et en relançant l'emploi et la croissance économique, anémiques jusque-là.

Deux ans après, les résultats sont pour le moins décevants. Les finances publiques demeurent sous haute tension avec un déficit budgétaire supérieur à 8% du PIB, et les statistiques macroéconomiques, dévoilées il y a un mois à peine, montrent que le pays s'enfoncé davantage dans la récession : le PIB enregistrant un recul pour un troisième trimestre d'affilée : -0,7% (-0,3% et -0,4% pour les deux premiers). Les optimistes - du côté gouvernemental en particulier - pourront toujours expliquer cette dégradation de la production intérieure par le jour férié supplémentaire accordé pour le jubilé de la Reine ou encore par le mauvais temps qui aurait ralenti le secteur de la construction. Mais les réalistes - du côté des analystes et investisseurs surtout - y voient plutôt des malaises plus profonds dont souffrait l'économie britannique même avant cet été.

Le plus significatif de ces malaises serait le programme d'austérité mis de l'avant par le gouvernement Ca-

meron : coupes budgétaires, réduction des effectifs, hausses de taxes, toutes des mesures qui ont eu des impacts majeurs sur l'emploi dans le secteur public ainsi que sur la consommation privée. Le FMI n'a d'ailleurs pas manqué l'occasion de le souligner dans un rapport publié au mois de juillet dernier, où il exhorte le gouvernement de M. Cameron à assouplir son programme d'austérité, à encourager des investissements publics et à déployer davantage ses instruments de politique monétaire (Source : FMI, Country Report No. 12/190).

Pour sa part, le secteur de l'exportation souffre de la crise dans la zone euro, destination de choix pour les produits britanniques : environ 50% de l'ensemble des exportations sont destinées aux pays de cette zone (Source : OMC /Trade Profiles). Enfin, le chômage demeure élevé à environ 8% (chez les jeunes : 21%) et même s'il a reculé cet été, il ne faut pas se leurrer : les emplois créés sont pour la plupart liés à la présentation des Jeux olympiques et ils disparaîtront aussitôt que ceux-ci seront terminés.

Un sursis signé Standard & Poor's

Dans les circonstances, la décision de l'agence de notation Standard &

Poor's de maintenir la note de crédit triple "A" pour le Royaume-Uni avec une perspective stable représente pour M. Cameron un cadeau inattendu.

Mais ce sursis qui fait certainement le bonheur de M. Cameron, n'est pas totalement partagé par le FMI et encore moins par les deux autres grandes agences de notation, Moody's et Fitch. Elles avaient plutôt choisi de mettre le pays sous une perspective négative et menacent même de lui retirer sa note parfaite si la situation économique et budgétaire continue de se détériorer.

En ce sens, M. Cameron et son équipe doivent être créatifs et trouver des solutions, et ce, de toute urgence. Ces solutions passeront nécessairement par des moyens qui limiteraient les effets néfastes du programme d'austérité mis en place et par des mesures qui permettraient de relancer l'économie du pays et de redonner du lustre à sa capitale financière.

En définitive, M. Cameron a plus que jamais une obligation de résultats parce que si les progrès tardent à se matérialiser, qui sait combien de temps encore durera ce sursis ?

**Viande Halal**

**Prix abordables!**  
Téléphonez au  
**(450) 588-3439**

**A 30 minutes de Montréal**

**Vous pouvez Aussi accomplir le rituel de l'abattage par vous-même**

**ABATTOIR ZAMPINI INC.**

**Armando Zampini, Propriétaire**  
Chèvres - Moutons - Veaux - Lapins - Viande Chevaline - Canards

**1425, L'Achigan Nord, L'Épiphanie**  
Autoroute 40 Est (Sortie 106), puis tourner à gauche